

Vers la reconnaissance des Soviets

Christian Rakovsky

Source : «L'Ère nouvelle», samedi 25 octobre 1924, p. 2. Note MIA.

L'opinion politique de l'Union des Soviets suit avec une attention concentrée mais calme les travaux de la Commission de [M. de Monzie](#) et attend en dernier lieu la décision du gouvernement de [M. Herriot](#). Nous avons la certitude morale que la reconnaissance *de jure* de l'Union des Soviets par le gouvernement de la République Française se fera prochainement ¹ et ceci non seulement à cause des déclarations faites et des engagements contractés devant l'opinion publique en France avant et après l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel, déclarations répétées plus tard par M. Herriot dans sa correspondance échangée avec [M. Tchitchérine](#), mais encore pour la raison que la reconnaissance des Soviets nous semble l'aboutissement nécessaire et logique de la politique intérieure et extérieure inaugurée par le gouvernement français actuellement au pouvoir.

Tout d'abord, on ne peut pas s'imaginer le rétablissement de la paix mondiale, et plus spécialement de la paix européenne, si nécessaire à la France tellement éprouvée par la guerre, sans la participation active à cette œuvre de la plus grande puissance continentale s'étendant sur la moitié de l'Europe et plus d'un tiers de l'Asie.

Certes, la paix qui a été conclue non seulement en dehors de la Russie des Soviets mais souvent contre elle et à ses dépens, n'est pas de celles qui peuvent la satisfaire. La Russie n'a jamais caché son sentiment vis-à-vis des différents arrangements lésant ses intérêts les plus justes et les plus vitaux : mais la question qui se pose est celle-ci ; faut-il continuer à tenir la Russie isolée de la vie politique internationale en la réduisant ainsi à chercher la satisfaction de ses intérêts légitimes par la voie du hasard, ou faut-il en rétablissant avec elle des rapports diplomatiques normaux lui permettre de trouver par une entente avec les autres pays, et la France particulièrement, l'ajustement de leurs intérêts et de leurs réclamations réciproques ?

Qui veut la paix, l'accord des peuples, le rétablissement et le progrès de la vie économique ne peut choisir que la seconde voie.

Un autre motif très important qui doit militer en France pour la reconnaissance immédiate et inconditionnelle de l'Union des Soviets, est plus spécialement l'intérêt économique de la France. En disant ceci, je ne parle pas seulement de la question des dettes d'avant-guerre intéressant une grande majorité des citoyens français, mais aussi au point de vue d'intérêts économiques d'ordre plus général de la satisfaction desquels dépend l'avenir économique de la République.

Actuellement devant la France qui, par ses données naturelles, spécialement par la richesse de ses mines, du minerai de fer, est destinée à devenir un des plus grands, sinon le plus grand pays industriel d'Europe, se pose un nouveau problème : celui du marché pour son industrie. L'état dans lequel se

1. Cette reconnaissance *de jure* se produisit la veille de la publication de cet article, le 24 octobre 1924.

trouvait jusqu'à présent la France, quand l'importance de son agriculture se compensait avec celle de son industrie, lui assurait certainement un équilibre économique interne, mais je n'hésite pas à dire qu'il posait une limite au développement de ses forces productives de beaucoup inférieures à l'Angleterre, l'Allemagne, les États-Unis. Le progrès des Nations et même la solution de problèmes comme celui de la population si inquiétant en France, est dans le développement industriel et technique. Certes, le marché russe n'est pas le seul et même il est encore, grâce à l'état arriéré économique de la Russie, assez restreint, mais il est incontestable que dans une dizaine d'années ce marché jouera un rôle immense. Or, à ce moment-là encore, celui qui aura su à temps s'assurer une place sur le marché russe aura les plus grandes chances dans la concurrence avec les autres pays.

L'importance que présente l'Union des Soviets ne se limite pas à sa grandissante puissance de consommation, mais aussi – et ceci présente pour la France un intérêt particulier – elle réside dans la production et l'exportation de produits comme le pétrole, le blé, le manganèse, etc.

Je sais que sur la voie de l'entente économique et politique avec la France, il y a la grande question qui a été, sinon la cause, au moins le prétexte de l'état actuel anormal des rapports franco-russes. C'est la question des dettes. Je ne m'y arrêterai pas longtemps. Je ne noterai qu'une chose : la politique pratiquée jusqu'à présent vis-à-vis de l'Union pour arriver à la solution de ce problème a prouvé sa complète impuissance. Malgré l'intervention, le Blocus, les cordons de fil de fer barbelé et les « quarantaines » politiques, nous n'avons pas accepté un point de vue qui avait un défaut capital : de ne pas tenir compte de la psychologie de nos masses laborieuses et de nos intérêts.

Maintenant, il faut appliquer une autre méthode : c'est celle de la reconnaissance immédiate et inconditionnelle et des pourparlers amicaux. Je suis sûr que dans ces pourparlers, que je considère comme devant être longs et laborieux, on tiendra à trouver une solution avantageuse, nous aboutirons à un résultat satisfaisant.

Personnellement – que me soit pardonné ce manque de modestie – je serais heureux de voir les relations diplomatiques reprises entre nos pays. Nous sommes nombreux ceux qui avons fait une grande partie de notre instruction en France, qui avons été pénétrés de sa culture scientifique et littéraire, qui avons admiré les grands actes de son Histoire. Sur les pages de « *La Dépêche de Toulouse* », pendant des années, à l'époque où je faisais mes études à Montpellier, j'ai puisé dans les articles de [Jaurès](#), [Anatole France](#), Camille Pelletan et [Clemenceau](#) – de la première manière – beaucoup d'enseignements politiques qui nous ont servi ensuite dans notre activité en Russie.

J'éprouvais une tristesse en voyant que le pays et le peuple vers lesquels allaient toutes nos sympathies, avec lesquels nous lient tant de souvenirs, étaient restés tant d'années dans le camp de nos adversaires et ne voulaient pas faire ce que plus de vingt États, grands et petits, avaient déjà accompli. Actuellement, nous ne pouvons que nous réjouir puisque l'heure de la reconnaissance par la France a sonné.

RAKOVSKY.
Londres, le 23 octobre.